

Appui technique international

Lettre d'information n° 8, juin 2017



SOMMAIRE

Éditorial : l'Afrique à l'honneur !	1
Programme statistique panafricain : une nouvelle dynamique autour de l'outil Eretes	2
Deux visites de représentants de l'INS d'Afrique du Sud à l'Insee	3
Contrat de services européen au profit de l'INS serbe – Interview de Jacques Magniez, expert-clé de la composante Comptes nationaux	4
Coopération en matière de techniques d'enquête : les applications informatiques CAPI et SICORE	4
Statistiques de gouvernance, paix et sécurité	5
Les Journées de correction de la saisonnalité et la coopération en matière de désaisonnalisation – Interview de Dominique Ladiray, expert méthodologue à l'Insee	6
Quand l'Insee communique en interne sur sa coopération internationale	7
Parution du n° 111 de la revue Statéco sur l'état de la comptabilité nationale en Afrique de l'Ouest	7
Actions de coopération réalisées entre juillet 2016 et juin 2017	8
Appui technique international apporté par l'Insee et les services statistiques ministériels partenaires - Bilan des actions réalisées en 2016	12
Du nouveau au département de la Coordination statistique et internationale de l'Insee	12

Éditorial : l'Afrique à l'honneur !

Ce nouveau numéro de la lettre d'information Appui technique international présente l'activité de coopération menée par l'Insee au cours du 2nd semestre 2016 et du 1er semestre 2017. Plusieurs événements marquants ont associé nos partenaires africains.

Une nouvelle dynamique s'est mise en place autour d'Eretes, l'outil d'aide à l'élaboration des comptes nationaux, dans le cadre du programme statistique panafricain auquel l'Insee participe.

Des relations se sont nouées avec l'Afrique du Sud à l'occasion de deux visites de haut-niveau de représentants de Statistics South Africa, l'INS de ce pays.

Un séminaire africain sur les statistiques de gouvernance, paix et sécurité a été co-organisé par l'Insee avec l'Institut de recherche pour le développement, sous l'égide de la Commission de l'Union africaine. Ce thème correspond à l'Objectif de développement n° 16 de l'agenda 2030.

Les Journées de correction de la saisonnalité qu'organise régulièrement l'Insee ont donné la parole à plusieurs représentants des pays partenaires du Sud, Maghreb et Afrique subsaharienne.

D'autres activités de coopération sont décrites dans ce numéro : M. Jacques Magniez, expert-clé de la composante Comptes nationaux du contrat de services en cours avec l'INS serbe, est interviewé sur l'état d'avancement de ce projet sur financement européen qui doit se terminer fin 2017.



Tour de la Banque centrale des États de l'Afrique de l'Ouest (BCEAO) à Bamako (Mali), abritant le siège malien de cet organisme, et le fleuve Niger au premier plan

Un article présente les applications informatiques CAPI et SICORE, techniques de collecte et de traitement de données utilisées par l'Insee qui font de plus en plus l'objet d'actions de coopération avec les pays du Maghreb.

Cette lettre fait également état d'un séminaire interne de l'Insee sur sa coopération internationale organisé sur ce thème afin de mieux la faire connaître et de susciter des vocations parmi nos experts potentiels. Bonne lecture !

Programme statistique panafricain : une nouvelle dynamique autour de l'outil Eretes

Une nouvelle dynamique se met en place autour de l'outil Eretes. Cette dynamique passe par plusieurs canaux : mise en place d'une équipe de formateurs élargie ; lancement du projet de refonte et mise à jour technique de l'outil actuel ; promotion et communication auprès de nouveaux publics.

Elle est portée par une forte synergie entre la participation de l'Insee au Programme statistique panafricain et les actions menées par l'Institut à l'aide de son budget de coopération bilatérale.

Une implication forte dans le Programme statistique panafricain

Un consortium mené par Expertise France met en œuvre un programme de coopération au profit de l'Union africaine. Intitulé Programme statistique panafricain (PAS pour son acronyme anglais), il est financé par l'Union européenne.

L'Insee, membre de ce consortium, s'implique fortement dans les volets comptabilité nationale (passage au système de comptabilité nationale 2008 des Nations unies) et Eretes (qui est lui-même compatible avec le SCN 2008 depuis 2011). Dans ce cadre, une mission de cadrage et de définition des activités du volet Eretes a été menée. Une enquête a été adressée début 2017 à l'ensemble des pays africains sur les outils de comptabilité nationale qu'ils utilisent, ce que les pays en attendent et les améliorations qui pourraient être apportées à Eretes.

Quarante pays ont répondu, représentant plus de 80 % du PIB de l'Afrique. Le principal outil de comptabilité nationale utilisé est de loin Eretes, sachant que quelques pays d'Afrique australe et orientale préfèrent Nadabas et que beaucoup de pays utilisent encore Excel pour l'élaboration de leurs comptes. Eretes est, pour sa part, utilisé dans les pays du Maghreb et dans la quasi-totalité des pays membres d'Afristat.

Une première priorité du PAS dans ce domaine est de mettre en place une équipe élargie de formateurs à l'outil Eretes, composée de collègues parmi les plus avancés dans son utilisation au sein des INS africains. L'idée est de créer un système de parrainage entre des pays utilisateurs de longue date et des pays souhaitant se lancer dans l'utilisation de l'outil.

L'Insee, soucieux de favoriser la coopération Sud-Sud, a souhaité soutenir cette initiative en organisant avec Afristat en décembre 2016 à Bamako (Mali), un atelier de formation de formateurs en vue de répondre aux futures demandes d'implantation du système Eretes dans la partie anglophone du continent africain.



De gauche à droite : M. Paul-Henri NGUEMA MEYE, directeur général adjoint d'Afristat ; M. Cosme VODOUNOU, directeur général d'Afristat ; M. Jean-Samy AZIZ et Mme Sophie BOURREL, experts en comptabilité nationale et outil Eretes, Insee, lors de l'atelier de formation de formateurs à Eretes organisé fin 2016 au Mali

En juin 2017, un deuxième atelier de même nature a eu lieu à Abidjan (Côte d'Ivoire) dans le cadre du PAS.

Une deuxième priorité du PAS est la rédaction de spécifications techniques détaillées en vue de la refonte d'Eretes. Le nouvel outil devra intégrer les préoccupations des utilisateurs en améliorant les fonctionnalités actuelles, mais aussi en en développant de nouvelles.

Pour prendre en compte les besoins des utilisateurs, un atelier s'est déroulé à Abidjan en mai 2017 dans le cadre du PAS. Il a réuni des experts de plusieurs pays d'Afrique dans le but d'échanger sur les évolutions à mettre en œuvre (fonctionnalités comptables, ergonomie, choix techniques), les préciser et les prioriser en vue de l'étude de faisabilité. Cet atelier s'est inscrit dans le prolongement d'un premier atelier du même type organisé, avec la participation de l'Insee, par Afritac de l'Ouest (antenne technique du FMI) à Abidjan en juillet 2016 sur l'harmonisation des méthodes comptables et du travail avec Eretes.

En parallèle, la poursuite de notre action bilatérale

La refonte d'Eretes est un processus long. En attendant que le travail effectué dans le cadre du PAS débouche sur une refonte en profondeur de l'outil, il était nécessaire d'opérer une mise à niveau afin d'assurer la continuité de l'outil et sa compatibilité avec les nouvelles versions de Windows.

Une nouvelle version d'Eretes (adossée à la version 64 bits du SGBD Progress Open Edge) a été testée par l'équipe technique et soumise à quelques corrections avant sa mise à disposition prévue en juin 2017. En vue d'un second test, la version Open Edge a également été mise à la disposition de l'IBGE, l'INS brésilien, propriétaire d'Eretes avec l'Insee et Eurostat.

Parallèlement, l'Insee a poursuivi ses missions bilatérales d'implantation et de suivi de l'outil Eretes. La Guinée-Bissau, l'Algérie et la Jordanie ont ainsi bénéficié de missions de l'équipe technique Eretes.

Au cours de la même période, dans le cadre de sa mission d'appui pour réaliser des comptes trimestriels interfacés avec Eretes, M. Alain GALLAIS a poursuivi son expérimentation d'automatisation des équilibres ressources emplois (ERE) avec le Cameroun, le Bénin et le Burkina Faso.

L'Insee continue enfin son activité de promotion et de communication sur l'outil.



De gauche à droite : M. Emmanuel NGOK, statisticien économiste à la Commission économique pour l'Afrique des Nations unies ; Mme Sophie BOURREL et M. Jean-Samy AZIZ, experts en comptabilité nationale et outil Eretes, Insee, lors du Symposium africain de statistiques organisé fin 2016 en Tunisie

Lors du Symposium africain de statistiques organisé à Tunis (Tunisie) en novembre 2016, l'équipe technique Eretes a animé une session dédiée aux outils de comptabilité nationale.

Ce symposium avait pour thème principal le renforcement des statistiques économiques de base pour l'élaboration des comptes nationaux.

► Jean-Samy AZIZ
et Sophie BOURREL

Deux visites de représentants de l'INS d'Afrique du Sud à l'Insee

Du 23 au 25 janvier 2017, l'Insee a accueilli une délégation de six responsables de haut niveau de Statistics South Africa, l'INS d'Afrique du Sud.

Les réunions avec cette délégation ont porté sur des questions juridiques, d'organisation du système statistique public et de traitements innovants des données.



La délégation sud-africaine avec M. Jean-Luc TAVERNIER, directeur général de l'Insee (au centre) et Mme Sylvie LAGARDE, directrice de la méthodologie et de la coordination statistique et internationale de l'Insee (à droite)

Cette visite de Stats SA s'inscrit dans le cadre d'une tournée internationale de nos collègues sud-africains visant à s'inspirer des meilleures pratiques observées dans différents INS.

Sur les questions institutionnelles et juridiques, des présentations du système statistique public, du

Conseil national de l'information statistique (Cnis), de l'Autorité de la statistique publique (ASP) et de la législation française en matière de secret statistique ont permis de nourrir la réflexion menée actuellement par Stats SA sur une rénovation de son propre système statistique public.

Dans le domaine des méthodes statistiques innovantes, l'Insee a présenté la manière dont il aborde le traitement de données massives (big data) en prenant pour exemple la prochaine utilisation des données de caisse pour l'élaboration de l'indice des prix à la consommation. En matière d'information géographique, l'Insee développe des méthodes d'analyse spatiale s'appuyant sur des données statistiques géo-référencées.

La délégation sud-africaine a évoqué quant à elle ce que Stats SA propose en matière de diffusion pédagogique sous forme de bande dessinée visible sur Youtube. Intitulée « Thandi's future », elle suit un personnage fictif de sa naissance à sa vie adulte, histoire illustrée à l'aide de données statistiques.

En avril 2017, une deuxième rencontre a eu lieu à l'Insee, cette fois entre M. Pali LEHOHLA, directeur général de Stats SA, et M. Jean-Luc TAVERNIER, directeur général de l'Insee.



De gauche à droite, M. Jean-Luc TAVERNIER, directeur général de l'Insee et M. Pali LEHOHLA, directeur général de l'INS sud-africain

Cet entretien a été l'occasion d'évoquer les grands projets qui occupent la statistique africaine actuellement, en particulier la création d'un Institut africain de statistique (Statafric) auprès de l'Union africaine soutenue par le programme panafricain de statistique de l'Union européenne, mais aussi les indicateurs de suivi des Objectifs du développement durable et l'organisation des systèmes statistiques pour répondre aux besoins des politiques.

M. LEHOHLA a montré un grand intérêt pour le système statistique français. Des voies possibles d'une future collaboration entre les deux INS ont été explorées.

► Constance TORELLI

Contrat de services européen au profit de l'INS serbe – Interview de Jacques Magniez, expert-clé de la composante Comptes nationaux

L'INSEE participe à un projet statistique européen en Serbie financé dans le cadre de l'aide aux pays candidats à l'adhésion à l'Union européenne (voir lettre n° 6 de juin 2016). Le contrat de services signé par GOPA (Allemagne) avec l'INS de Serbie en 2016 et qui s'achèvera fin 2017 comporte trois composantes : informatique, comptes nationaux et indicateurs de développement durable. M. Jacques MAGNIEZ, ancien adjoint au chef du département des comptes nationaux de l'Insee, est l'expert-clé de la composante Comptes nationaux.

En quoi consiste votre travail ?

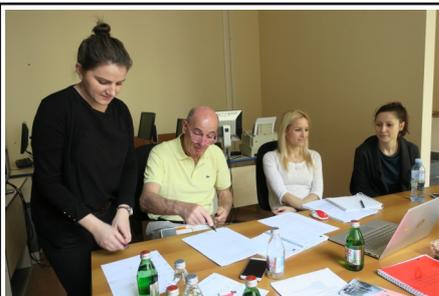
Avec les 5 collègues de l'Insee¹ qui interviennent sur cette composante Comptes nationaux sous forme de missions de courte durée, nous aidons les collègues serbes à élaborer un tableau des ressources et emplois (TRE)², qui porte sur les années 2014 et 2015.

La version publiée de ce tableau comportera 80 branches et produits selon les nomenclatures européennes (NACE / CPA). L'INS, qui produit déjà des comptes nationaux annuels et trimestriels de bonne qualité et dont la production statistique a enregistré des progrès sensibles au cours des dernières années, ne disposait toutefois pas encore d'un tel outil. Pour cela, notre travail bénéficie des résultats d'une enquête portant sur le détail par produits des ventes et des achats des entreprises réalisée en 2011.

Comment se passe la coopération avec l'INS ?

La coopération avec nos collègues serbes, dont quatre représentants sont spécifiquement affectés à ce chantier, est très fructueuse, sachant que l'élaboration de ce pre-

mier TRE pour la Serbie représente une réelle avancée.



M. Jacques MAGNIEZ (2e en partant de la gauche), expert-clé de la composante Comptes nationaux du projet, accompagné de trois comptables nationales de l'INS serbe, de gauche à droite : Mme Nikolina RUZIC, Mme Irena PAVLOVIC et Mme Jelena ZDRAVKOVIC

Les travaux statistiques doivent s'achever à la fin du premier semestre 2017, ce semestre ayant été de ce fait la période la plus chargée pour tous les acteurs impliqués dans cette composante. Le dernier semestre du projet sera consacré à l'analyse des résultats et à la rédaction de documents de synthèse et de recommandations pour la suite.

Le travail réalisé va-t-il changer la vision qu'ont les comptables nationaux serbes de l'économie de leur pays ?

La mesure de la structure sectorielle et de la taille de l'économie serbe sera peu révisée, hormis une augmentation significative du poids de l'agriculture dans le produit intérieur brut (PIB). La connaissance détaillée de la circulation des produits qu'autorise l'élaboration des équilibres ressources-emplois des biens et des services doit permettre une meilleure compréhension du fonctionnement de l'économie serbe et de ses relations avec l'extérieur. Ce qui doit permettre de mieux évaluer l'impact des politiques économiques.

► *Propos recueillis par Serge DARRINÉ*



Vue de la rivière Save, affluent du Danube, et de la forteresse du parc Kalemegdan de Belgrade (Serbie)

Coopération en matière de techniques d'enquête : les applications informatiques CAPI et SICORE

Depuis le milieu des années 1990, l'Insee utilise des techniques informatisées de collecte et de traitement de données, notamment deux applications informatiques, CAPI (Collecte assistée par informatique) et SICORE (Système informatique de codage des ré-

ponses aux enquêtes), développées en interne.

L'application CAPI permet d'améliorer fortement la qualité des enquêtes réalisées par un enquêteur (en face à face ou par téléphone).

Les données sont directement saisies sur matériel informatique par l'enquêteur pendant l'entretien, ce qui permet de faire des contrôles automatiques et d'éventuelles corrections lors de cette phase de collecte.

1. Il s'agit de : M. Vincent BIAUSQUE (Département des comptes nationaux) ; Mme Hélène CASSET-HERVIO et M. Arnaud ROUSSET (Direction des statistiques d'entreprises) ; M. Charles PILARSKI (Direction régionale de Bourgogne-Franche-Comté) ; Mme Claire BIDAULT (Service de l'Observation et des Statistiques).
2. Également appelé tableau entrées – sorties (TES).

Une nouvelle version de CAPI, appelée CAPI3G, devrait être mise en production en 2018. Elle sera capable d'intégrer des enquêtes multimodes, c'est-à-dire des enquêtes utilisant au moins deux des trois modes suivants : en face à face, par téléphone, en ligne.

Parallèlement à l'amélioration des techniques de collecte, le traitement des données collectées s'est en partie automatisé. L'application SICORE permet la codification automatique, le plus souvent dans des nomenclatures officielles, des variables d'enquêtes telles que la profession, l'activité des entreprises, le diplôme, le niveau de formation, la commune et le pays de naissance ou de résidence, etc.

Dans certains cas, la codification se fait dans des nomenclatures propres à un besoin particulier, par exemple pour le traitement de l'enquête Budget des familles pour laquelle l'Insee a défini des nomenclatures de magasins et de produits de consommation. Cette application est amenée à évoluer

afin de permettre une codification assistée pour les enquêtes en ligne.

La plupart des INS des pays partenaires avec lesquels l'Insee coopère souhaitent eux aussi moderniser leurs techniques d'enquêtes.

À leur demande, la division Appui technique international met en place des actions, sous forme de visites d'études ou de missions, afin de présenter ces techniques et leurs évolutions aux futurs utilisateurs et de les conseiller quant à leur mise en œuvre.

Ces actions de coopération ont d'ores et déjà contribué à moderniser les pratiques. C'est ainsi qu'en 2009, le Haut-Commissariat au plan (HCP) marocain a mis en place avec succès un processus de collecte de l'enquête Emploi sur tablette.

De même, l'Office national des statistiques (ONS) algérien a prévu, en 2018, de collecter les données du recensement général de la popula-

tion à l'aide de tablettes sur l'ensemble du territoire.

Concernant la codification automatique, des projets sont en cours avec l'ONS algérien, le HCP marocain, ainsi qu'avec Statistiques Tunisie.

Au Maroc, le projet concerne la codification automatique de l'activité des entreprises dans les sources administratives. Il a été mis en production au cours du 1^{er} semestre 2017. Ce projet a fait l'objet d'un article³ co-écrit par l'Insee et le HCP qui sera présenté lors du congrès de l'ISI2017 à Marrakech (du 16 au 21 juillet 2017).

À partir de l'automne 2017, des actions de coopération sur les nouvelles techniques d'enquêtes et leurs outils seront mises en place. Pour les enquêtes ménages, cela concernera le multimode et pour les enquêtes auprès des entreprises, les enquêtes en ligne.

► Georges BOURDALLÉ

Statistiques de gouvernance, paix et sécurité

Les 28 et 29 novembre 2016, un atelier sur les statistiques de gouvernance, paix et sécurité (GPS) à l'échelle de l'Afrique s'est tenu à Abidjan (Côte d'Ivoire), en marge de la réunion du Comité des directeurs généraux de la statistique.

Sous l'égide de la Commission de l'Union africaine (CUA), et co-organisé par l'IRD-DIAL⁴ et l'Insee, cet atelier⁵ a rassemblé des statisticiens de onze INS africains (Afrique du Sud, Bénin, Burundi, Cameroun, Côte d'Ivoire, Gabon, Kenya, Mali, Madagascar, Malawi, Ouganda), d'Afristat, de la division Appui technique international de l'Insee, des cadres de la division statistique de la CUA et des chercheurs d'IRD-DIAL.



Participants à l'atelier sur les statistiques de gouvernance, paix et sécurité à Abidjan (Côte d'Ivoire)

L'atelier était co-animé par les organisateurs ainsi que par la consultante responsable de la composante GPS du programme panafricain de statistique financé par l'Union Européenne et conduit par Expertise France.

Outre le partage d'expériences en

matière de collecte des données sur la gouvernance, la paix et la sécurité, l'objectif principal était de réfléchir collectivement aux révisions méthodologiques nécessaires pour aligner la démarche statistique des modules GPS avec les besoins en données statistiques dans le cadre des Objectifs du développement durable.

Au cours de la deuxième journée, l'atelier a accueilli un plus large public, notamment les directeurs généraux des INS des États membres de l'Union africaine. Les présentations par quelques pays pilotes de leur expérience en la matière ont démontré l'applicabilité des instruments GPS dans d'autres pays, en dépit d'une grande diversité de contextes nationaux.

3. *Automatic coding via Sicore applied to the treatment of the administrative sources of High Commission for Planning (HCP) of Morocco*, G. Bourdallé, H. El Hanafi.

4. *IRD-DIAL : Institut de recherche sur le développement - Développement, Institutions et Mondialisation. Cette unité mixte de recherche est spécialisée sur les questions de développement.*

5. *Cet atelier était intitulé : "The SHaSA on Governance, Peace and Security: Stock-taking, methodological consolidation in line with Agenda 2063 and SDG 16, and planning for continental scaling-up".*

Lors des discussions qui ont suivi, les directeurs généraux des INS ont fait part d'un fort intérêt et d'une forte demande dans ce domaine, notamment en matière de renforcement de capacités dans la production et l'analyse des résultats.

Il a été également souligné l'importance d'adopter une approche inclusive multi-acteurs, d'institutionnaliser le processus d'enquête, en particulier au sein des INS, et de renforcer la diffusion des résultats auprès des décideurs.

Enfin, les travaux présentés vont permettre d'apporter une contribution importante à l'établissement de standards internationaux nécessaires à la mise en œuvre de l'objectif de développement durable GPS.

Constance TORELLI

Les Journées de correction de la saisonnalité et la coopération en matière de désaisonnalisation – Interview de Dominique Ladiray, expert méthodologue à l'Insee

En quoi consistent les Journées de correction de la saisonnalité et que retenir de celles organisées en octobre 2016 ?

L'idée des Journées de correction de la saisonnalité (JCS) est de faire se rencontrer les praticiens francophones de l'ajustement saisonnier. Par rapport à ses "grandes sœurs" que sont les Journées de méthodologie statistique et les Journées d'histoire de la statistique, les JCS ont une particularité. Elles mêlent théorie et applications et sont organisées sur deux jours : exposés le matin et travaux pratiques l'après-midi.



Au premier rang, de gauche à droite : M. Serge EDI, chef du département Études et synthèses économiques d'Afristat ; M. Mathurin DEMBO TOE et M. Ibrahim SAWADOGO, statisticiens économistes à la BCEAO

ce même thème ?

M. Gaël DE PERETTI⁶ et moi-même avons organisé ces JCS : appel à présentations, inscriptions, réservation des salles, etc. Nous avons aussi participé au comité de lecture pour sélectionner les travaux qui ont été finalement présentés. MM. Thomas BALCONE et Hien PHAM⁷ ont organisé et assuré les ateliers.

De mon côté, je participe régulièrement à plusieurs conférences internationales : Joint Statistical Meetings (congrès de l'Association américaine de statistique), International Symposium of Forecasting, Computational and Financial Econometrics, etc.

Vous faites aussi de la coopération internationale dans ce domaine depuis des années. En quoi votre participation à des conférences internationales et vos interventions en tant que coopérant s'enrichissent l'une l'autre ?

Les conférences internationales sont pour moi l'occasion de représenter l'Insee tout en présentant mes travaux, mais aussi de continuer à me former en prenant connaissance des problèmes actuels et en rencontrant les collègues d'autres pays.

La coopération est un moment important de mon travail. Dans ces échanges, j'apprends certainement autant que les personnes que je rencontre. Par exemple, avoir travaillé pendant plusieurs années avec des statisticiens de pays musulmans m'a fait connaître et comprendre l'importance de certaines fêtes religieuses dans la lecture et l'analyse de leurs séries temporelles. Ces échanges se concrétiseront dans la version 3 de JDemetra+ par la prise en compte d'autres calendriers, comme celui de l'Hégire. Ce logiciel européen de désaisonnalisation a été développé par les banques nationales de Belgique et d'Allemagne, sous l'égide d'Eurostat et de la Banque centrale européenne.

Enfin, il est important de mentionner la coopération européenne en matière de désaisonnalisation. Un Centre d'excellence sur l'ajustement saisonnier⁸ a été créé en 2014. Ce centre, coordonné par l'Insee et cofinancé par plusieurs États membres et Eurostat, propose toute une gamme de services : centre d'aide, cours, tests de JDemetra+, documentation, etc.

► Propos recueillis par Serge DARRINÉ



Au premier rang, de gauche à droite : Mme Bintou DIACK et M. Mamadou DAFÉ, statisticiens économistes à l'Agence nationale de la statistique et de la démographie (ANSD) du Sénégal

L'édition 2016 de ces journées, les sixièmes depuis leur création en 2008, a permis de réunir une soixantaine de personnes avec une forte participation de nos collègues africains. Exposés et ateliers ont été très appréciés, si on en juge par l'assistance et les réactions.

Quel était votre rôle lors de ces JCS 2016 ? Et à quelles autres conférences internationales participez-vous régulièrement sur

6. Chef de la division Recueil et traitement de l'information (RTI) au département des méthodes statistiques de l'Insee.

7. Experts au sein de la division RTI.

8. https://ec.europa.eu/eurostat/cros/content/seasonal-adjustment_en

Quand l'Insee communique en interne sur sa coopération internationale

La division Appui technique international de l'Insee a organisé en automne dernier un séminaire de communication interne sur le thème de la coopération internationale de l'Institut.

L'objectif était double : mieux faire connaître la coopération internationale de l'Insee et susciter des vocations parmi les experts potentiels.

Cet événement était ouvert à tous les agents du service statistique public français (Insee et services statistiques ministériels), ainsi qu'à nos collègues du pôle Statistiques publiques et du développement d'Expertise France, l'agence d'expertise technique internationale de la France.

D'une durée de deux heures, le séminaire était composé de trois sessions :

- présentation de la coopération internationale de l'Insee, partie intégrante des missions de notre institut, et des travaux de la division Appui technique international ;

- table ronde avec des témoignages d'experts expérimentés et juniors,



Participants à la table ronde, de gauche à droite : M. Benoît ROUPPERT, au titre de son expertise sur la qualité, Mme Marie-Madeleine FUGER, experte en nomenclatures économiques et Mme Anne HUSSEINI-SKALITZ, experte en enquêtes mensuelles de conjoncture

hommes et femmes, ayant participé à des missions ou à des visites d'étude sur des thèmes variés : qualité, comptes nationaux, enquêtes de conjoncture et auprès des entreprises, nomenclatures économiques... ;

- principaux résultats d'une enquête réalisée en interne visant à recenser les agents de l'Insee intéressés par la coopération. Parmi les personnes enquêtées, 450 ont déclaré souhaiter participer à des actions d'appui technique, dont 270 volon-

taires pour faire des missions à l'étranger.

Chaque session était suivie d'une séance de questions - réponses afin de permettre au public de s'exprimer. Plusieurs personnes souhaitaient notamment avoir des précisions sur la démarche à suivre pour participer à des actions d'appui technique international.

Les présentations, accompagnées de diaporamas, évoquaient tour à tour les trois principales zones géographiques auxquelles l'Insee apporte traditionnellement un appui technique : les pays du voisinage Est de l'Union européenne, le Maghreb et l'Afrique subsaharienne.

L'expérience a été un succès si l'on en juge par le nombre de participants (130 personnes, dont 70 en visioconférence depuis les établissements régionaux de l'institut) et elle devrait être suivie d'événements de même nature visant à mieux faire connaître les activités de coopération au sein de l'institut.

► Serge DARRINÉ

Parution du n° 111 de la revue Statéco sur l'état de la comptabilité nationale en Afrique de l'Ouest

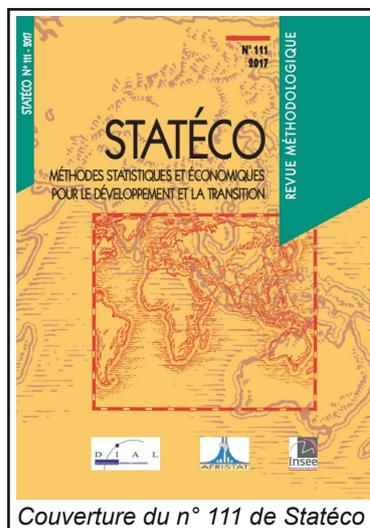
À l'occasion du 16^e colloque de l'Association de comptabilité nationale, qui s'est tenu à Paris du 7 au 9 juin 2017, un numéro spécial de la revue Statéco paraîtra en juillet 2017.

Il dresse un état des lieux de la comptabilité nationale en Afrique de l'Ouest et décrit notamment l'apport d'Eretes, outil d'aide à l'élaboration des comptes nationaux adopté par de nombreux pays de cette région.

On apprend également dans ce numéro que depuis une dizaine d'an-

nées, la situation en matière de comptabilité nationale s'est considérablement améliorée dans la quasi-totalité des pays membres d'Afristat.

La revue Statéco, coéditée par l'Insee, Afristat et Dial, est accessible en ligne sur le site de l'Insee (<https://www.insee.fr/information/2116798>).



Couverture du n° 111 de Statéco

Actions de coopération réalisées entre juillet 2016 et juin 2017

Maghreb

Tunisie

Entre mi-2016 et mi-2017, l'Insee a réalisé 25 actions d'appui technique au profit de Statistiques Tunisie dans le cadre du jumelage européen en cours, démarré début 2016 et qui se terminera fin 2017.

Ces actions ont pris la forme d'une visite d'étude (à la direction régionale de l'Insee des Hauts-de-France) et de 24 missions.

Celles-ci ont porté sur toutes les composantes du jumelage : révision du système de comptabilité nationale ; développement des statistiques régionales ; réorganisation du fonctionnement des directions régionales et formation du personnel de ces établissements ; mise en place d'une charte nationale de la statistique et d'une charte de la qualité ; statistiques environnementales et comptes nationaux environnementaux.



Réunion de coordination des experts français et italiens du volet C - Comptes nationaux du jumelage au profit de l'INS tunisien

Au cours de la même période, l'Insee a également fait appel à sa coopération bilatérale pour apporter un appui technique à l'INS tunisien.

Une visite d'étude a été organisée sur les méthodes de traitement des enquêtes auprès des entreprises, et deux missions ont eu lieu, la première sur les applications informatiques Capi et Sicore permettant d'automatiser la collecte et le traitement des données d'enquêtes⁹ ; la seconde sur les nomenclatures économiques.

9. Voir l'article à ce sujet dans cette même lettre.

Maroc

Neuf actions (5 missions et 4 visites d'études) ont été organisées au profit d'organismes publics marocains, principalement le Haut-Commissariat au plan, mais aussi l'Office des changes, le ministère de l'Industrie, ou encore l'Institut national d'analyse de la conjoncture.

Ces actions ont porté sur les thèmes suivants : méthodologie des enquêtes sur l'industrie et le commerce ; répertoires d'entreprises ; processus de collecte des enquêtes annuelles et conjoncturelles auprès des entreprises, notamment la collecte par internet ; mise en place de l'application informatique Sicore ; comptes nationaux sur les secteurs institutionnels ; modélisation macro-économique ; méthodologie et processus d'élaboration de la note de conjoncture ; panels.

Algérie

Trois missions ont eu lieu auprès de l'INS algérien, sur l'enquête structurelle annuelle auprès des entreprises et la mise en place des applications informatiques Capi et Sicore.

Visites communes à plusieurs pays du Maghreb

L'Insee organise régulièrement des actions de coopération au profit de deux pays du Maghreb, voire des trois simultanément (Tunisie, Maroc, Algérie).

Sept visites d'études de ce type ont ainsi eu lieu entre juillet 2016 et juin 2017 : participation à des conférences et colloques (European forum for geography and statistics, 6e Journées de correction de la saisonnalité - JCS 2016 ; colloque de l'Association de comptabilité nationale), ainsi que des visites d'études à l'Insee sur les thèmes suivants : enquêtes et indices sur les logements, loyers, charges et prix des transactions immobilières ; formation sur les petits domaines ;

l'enquête Emploi, l'échantillon démographique permanent et la méthodologie des échantillons panels ; valorisation des ressources humaines.

Afrique subsaharienne

Afristat et ses États membres

Entre mi-2016 et mi-2017, l'Insee a réalisé treize actions de coopération au profit d'Afristat et de ses États membres.

C'est ainsi que notre institut a organisé un séminaire au Centre de formation de l'Insee à Libourne (Cefil) sur le thème de la confidentialité des données statistiques et des techniques d'anonymisation des micro-données ; le public était composé de représentants d'INS de 12 États membres d'Afristat, du Maroc, de Tunisie et d'Haïti.

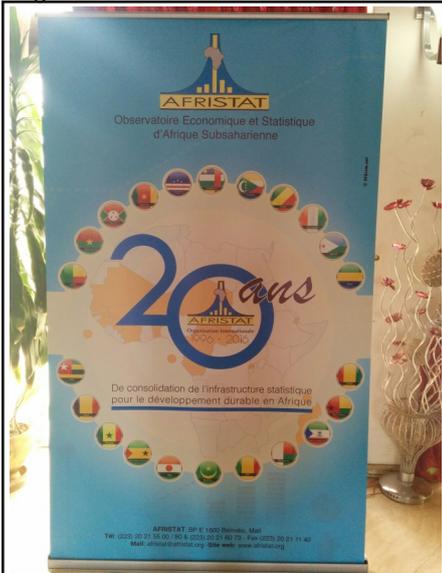


Participants au séminaire du CEFIL, accompagnés de Mme Constance TORELLI (au centre), chargée de la coopération internationale de l'Insee avec les pays d'Afrique subsaharienne et les Caraïbes, et organisatrice de ce séminaire

Par ailleurs, une délégation regroupant des représentants d'Afristat et des écoles africaines de statistique a été reçue à l'Insee sur le thème des techniques de panels.

Outre ces deux visites, onze missions ont été organisées : deux d'entre elles ont eu lieu au Cameroun, sur le suivi des objectifs de développement durable et le traitement des séries temporelles.

Une autre mission, organisée à l'occasion de la commémoration des 20 ans d'Afristat, s'est tenue au Niger.



Affiche réalisée pour les 20 ans d'Afristat



Capture d'écran de la vidéo du discours de M. Jean-Luc TAVERNIER, directeur général de l'Insee, à l'occasion de la commémoration des 20 ans d'Afristat

Une autre encore, organisée en Côte d'Ivoire, portait sur les statistiques en matière de gouvernance, paix et sécurité¹⁰, et s'adressait à des représentants des INS de 11 États membres d'Afristat. La Banque centrale de Guinée a également bénéficié d'un appui sous la forme d'une formation aux techniques rédactionnelles appliquées aux publications conjoncturelles, ainsi que d'un audit de ses publications statistiques et de son site internet en termes de lisibilité.

Enfin, ont été réalisées six missions en Afrique subsaharienne sur l'élaboration des comptes nationaux trimestriels, au profit d'Afristat et des INS de trois États membres : Cameroun, Bénin et Burkina Faso.

BCEAO

Dans le cadre de la convention de coopération en cours entre la BCEAO et l'Insee, deux actions de coopération ont eu lieu au 1er semestre 2017 : une mission à Dakar d'un expert de l'Insee sur la conjoncture et les modèles de prévision économique, et une visite d'étude à Paris (conjointe avec Afristat) en vue de participer au colloque de l'Association de comptabilité nationale.

INS d'Afrique du Sud

Trois actions de coopération au profit de l'INS d'Afrique du Sud ont eu lieu au cours du 1er semestre 2017 : deux visites d'étude à l'Insee¹¹ dont l'une du directeur général de l'INS sud-africain, portant principalement sur la coordination statistique, et une mission d'un expert de l'Insee sur le traitement des séries temporelles.

Europe et Asie

Serbie

Dans le cadre du contrat de services en cours au profit de l'INS serbe, qui a démarré début 2016 et se terminera fin 2017, cinq missions ont eu lieu entre juillet 2016 et juin 2017, portant toutes sur la composante Comptes nationaux dans laquelle l'Insee est impliqué¹².



De gauche à droite : Mme Milena B. STEVOVIĆ, division des indicateurs supports, SORS ; Mme Yaëlle HAUSEUX, experte en enquêtes de conjonctures, Insee ; Mme Vesna ARALICA, interprète franco-serbe, SORS ; Mme Morgan GLOTTAIN et M. Alain QUARTIER LA TENTE, experts en enquêtes de conjonctures, Insee ; Mme Katarina STANČIĆ, cheffe de la division des indicateurs supports, SORS

Par ailleurs, la coopération bilatérale avec l'INS serbe se poursuit.

C'est ainsi qu'au cours de la même période, trois actions ont eu lieu : une mission sur le traitement des séries temporelles et le logiciel JDemetra+, et deux visites, l'une sur les indicateurs macroéconomiques et l'autre sur l'enquête Structure des salaires.



De gauche à droite : Mme Séverine ARNAULT et M. Olivier SANZERI, experts au sein de la division Salaires et revenus d'activité, département de l'Emploi et des revenus d'activité de l'Insee ; Mme Cmilja IVKOVIĆ et Mme Bojana ŠOŠKIĆ, Unité des statistiques sur les revenus, SORS ; Mme Vesna ARALICA, interprète, SORS



De gauche à droite : Mme Christelle HEINFLING, M. Sébastien CHAMI et M. Antonio SEDENO, experts au service des statistiques sociales et locales du Centre de Metz

Ukraine

Après une interruption de quelques mois faisant suite à la fin du jumelage européen au profit de l'INS ukrainien, la coopération bilatérale entre l'Insee et cet institut a repris.

10, 11, 12. Voir l'article à ce sujet dans cette même lettre.

Quatre actions ont eu lieu entre mi-2016 et mi-2017, dont trois visites et une mission. Cette dernière portait sur les indices de prix de production des services.



De gauche à droite, au 2e rang : Mme Kateryna ISTRATENKO, cheffe de la division des statistiques des prix de production dans l'industrie, SSSU ; Mme Alla LEVCHENKO, cheffe de la division des comparaisons internationales, SSSU ; Mme Iryna SHKURSKA, directrice adjointe du département des statistiques de prix, SSSU ; au 1er rang : M. Mikhaïlo GORNOVSKYI, interprète franco-russe ; M. Alain GALLAIS, expert de l'Insee en indices des prix de production des services ; Mme Olha KALABUKHA, directrice du département des statistiques de prix

Les thèmes des visites étaient les suivants : statistiques de la construction ; statistiques de popu-



De gauche à droite : Mme Iryna PETRENKO, directrice par intérim du département des statistiques de production, SSSU ; Mme Galyna OVERCHENKO, cheffe de la division des statistiques de construction, SSSU ; Mme Larysa NAHNYBIDA, économiste au sein de cette division ; M. Mykhailo GORNOVSKYI, interprète franco-russe ; M. Guillaume HOURIEZ, sous-directeur de la construction, Service de l'observation et des statistiques (SOeS) ; M. Frédéric MINODIER, à l'époque chef du bureau des statistiques déconcentrées de la construction, SOeS ; M. François LIMOUSIN, à l'époque méthodologue au sein de cette division

lation et État civil ; statistiques du vin, de la vigne et des céréales¹³.



De gauche à droite : Mme Agnès LERENARD, responsable du pôle Répertoires et fichiers démographiques de l'Insee à Nantes ; M. Pierre BAYART, chef de la division État civil et échantillon démographique permanent au sein de ce pôle ; Mme Chantal FOUCHARD, pilote national État civil et Échantillon démographique permanent au sein de cette division ; Mme Mariia TIMONINA, directrice adjointe du département des statistiques régionales et de population, SSSU ; Mme Liubov ZADOIENKO, cheffe de la division des statistiques démographiques au sein de ce département ; M. Oleksandr GLADUN, directeur adjoint scientifique de l'Institut Ptoukha pour les études démographiques et sociales (Ukraine) ; M. Mykhailo GORNOVSKYI, interprète franco-russe



De gauche à droite, 2e rang : Mme Monique MEIZELS, experte à France Agrimer ; Mme Anne COYNE, adjointe à la cheffe du Service de la statistique et de la prospective (SSP) ; 1er rang : M. Mykhailo GORNOVSKYI, interprète franco-russe ; Mme Olga SIKACHYNA, directrice adjointe du département des statistiques agricoles et environnementales, SSSU ; Mme Liliya OVCHARENKO, cheffe de la division des comptes économiques et des statistiques d'utilisation des produits agricoles ; Mme Svitlana MASIUK, cheffe de la division des statistiques de production agricole et piscicole

États membres de l'UE : Roumanie et Pologne

L'Insee apporte un appui technique à des INS de pays appartenant à l'Union européenne avec lesquels notre institut a une tradition de coopération. C'est le cas de la Roumanie et de la Pologne, dont l'Insee a reçu des délégations en visite d'étude. Côté roumain, deux visites ont porté sur l'enquête Victimation et le Centre d'accès sécurisé aux données ; côté polonais, la visite a porté sur le profilage des groupes d'entreprises.

Kazakhstan

Le jumelage Banque mondiale au profit de l'INS kazakh s'est terminé fin 2016. Au cours du second semestre 2016, l'Insee a réalisé trois actions, sous la forme de deux visites d'études et une mission. Cette dernière a porté sur les indices de prix de production des services.



M. Alain GALLAIS, expert de l'Insee en indices de prix de production des services, entouré de collègues kazakhs

Les deux visites avaient pour thèmes les statistiques de l'énergie¹⁴, et la prise en compte des in-



De gauche à droite : Mme Zifa YAKUPOVA, cheffe de la division des statistiques des services et de l'énergie ; Mme Ainur ADILOVA et M. Zhanbol YELEUSSIZOV, experts au sein de cette division ; M. Denis KASCHUBA, chef de projet Kazstat et représentant de Destatis ; M. Thomas MERLY-ALPA, expert méthodologue à l'Insee ; Mme Nina COLONNA-CESARI, interprète franco-russe

13. Avec le service statistique du ministère de l'Agriculture.

14. Avec le service statistique du ministère de la Transition écologique et solidaire.

dicateurs du Bureau international du travail dans les statistiques sur la durée du travail¹⁵.

Turquie

Turkstat, l'INS turc, bénéficie de financements européens pour faire des visites d'études dans d'autres INS de l'UE ou pour recevoir des experts de ces instituts en mission.

C'est ainsi que deux actions ont eu lieu entre juillet 2016 et juin 2017 : une visite à l'Insee sur les indices de prix de production des services et une mission à Turkstat sur le profilage des groupes d'entreprises.



De gauche à droite : M. Tony VUILLEMIN, à l'époque expert au sein de la division Indices de prix de l'industrie et des services ; M. Olivier DUNAND, expert au sein de cette même division ; Mme Gökyay Fatma BOSTANCI, service régional de Turkstat ; Mme Eylül POLAT, département des statistiques de court-terme de Turkstat ; M. Dogan Efe ERTEM, interprète franco-turc

Russie

L'Insee fait partie du consortium de pays dirigé par Destatis participant au jumelage Banque mondiale au profit de Rosstat, l'INS russe.

C'est ainsi que notre institut a reçu en visite d'étude une délégation russe sur les comptes nationaux (comptes de patrimoine non financier).



De gauche à droite : Mme Irina MASAKOVA, directrice adjointe de Rosstat ; Mme Galina ROMASHKINA, directrice adjointe du département des comptes nationaux, Rosstat ; M. Mikhail GORDONOV et Mme Oksana FILATOVA, chefs de division au sein de ce département ; Mme Olga MOJAEVA, interprète franco-russe ; M. Sylvain HUMBERTCLAUDE, expert au département des comptes nationaux de l'Insee

Chine

Des représentants de l'INS de la province de Jiangsu (Chine) ont été reçus par l'Insee.



La délégation chinoise sur le parvis de l'Insee. Message figurant sur la banderole : Construction d'un nouveau système statistique moderne - Formation de la province du Jiangsu en France

Cette visite d'étude portait sur les statistiques européennes, la loi statistique française et l'École nationale de la statistique et de l'administration économique (Ensaie).

Corée du Sud

L'Insee a reçu une délégation de l'INS coréen sur le thème du recensement rénové de la population.



De gauche à droite : M. LEE Jae Won, chef de la délégation sud-coréenne et de la division du recensement de la population ; Mme SEO Soo Hee, assistante ; Mme LEE Ju Hee, cheffe adjointe de cette division ; M. Sébastien HALLÉPÉE, adjoint au chef de la division Méthodes et traitements des recensements, département de la démographie de l'Insee ; M. Frédéric TALLET, chef de cette division ; M. Raphaël LEE, chargé d'études au sein de la division Études macroéconomiques de l'Insee, traducteur franco-coréen le temps de cette visite

Missions Eretes

Sept missions sur l'outil d'élaboration des comptes nationaux Eretes ont eu lieu, toutes sauf une sur le continent africain¹⁶.

Quatre d'entre elles étaient des missions d'implantation de l'outil en Algérie, Jordanie, Guinée-Bissau et au Ghana.

Pour deux autres missions, il s'agissait d'animer un atelier sur Eretes, au profit de comptables nationaux d'Afristat et d'INS d'États membres ou d'autres pays du continent utilisant déjà cet outil.

Enfin, une mission, qui s'est tenue au siège de l'Union africaine en Éthiopie, a consisté à promouvoir Eretes auprès de la division statistique de cet organisme.

15. Avec le service statistique du ministère du Travail.

16. Voir l'article à ce sujet dans cette même lettre.

Appui technique international apporté par l'Insee et les services statistiques ministériels partenaires - Bilan des actions réalisées en 2016

Nombre d'actions réalisées en 2016

Type de financement	Nombre d'actions
Français	80
Multilatéral	83
Total	163

Nombre de jours d'expertise réalisés en 2016

Type d'action	Nombre de jours
Missions	482
Visites	170
Total	652

Nombre d'experts mobilisés en 2016

Service d'origine	Missions	Visites	Total
Insee	35	105	140
Services statistiques ministériels	6	26	32
Retraités	10	-	10
Total	51	131	182

Du nouveau au département de la Coordination statistique et internationale de l'Insee

Depuis mars 2017, M. Jean-Pierre CLING est le nouveau chef du département de la Coordination statistique et internationale (DCSI) de l'Insee. Il succède à ce poste à M. Raoul DEPOUTOT.



M. Jean-Pierre CLING, chef du département de la coordination statistique et internationale de l'Insee

Depuis 2016, Jean-Pierre CLING

était conseiller résident du projet de jumelage européen entre l'Insee et l'Institut national de la statistique de Tunisie.

Il était auparavant conseiller du directeur général adjoint de la Mondialisation, du développement et des partenariats au ministère des Affaires étrangères.

Au sein de la division Appui technique international, M. Georges BOURDALLÉ est, depuis septembre 2016, responsable de la coopération internationale de l'Insee avec les pays du Maghreb et du bassin méditerranéen.

Il succède à ce poste à Mme Sophie BOURREL, qui a rejoint à la même date l'équipe d'experts en comptabilité nationale et outil Eretes au sein de cette même

division. Elle a succédé à ce poste à M. Jean LOUIS.



M. Georges BOURDALLÉ, responsable de la coopération internationale de l'Insee avec les pays du Maghreb et du pourtour méditerranéen

Mentions légales

Éditeur : Insee, direction générale - 18 boulevard Adolphe Pinard - 75675 Paris cedex 14 - www.insee.fr - Directeur de publication : M. Jean-Luc TAVERNIER, directeur général de l'Insee - Responsable éditorial : M. Jean-Pierre CLING, chef du département de la coordination statistique et internationale - Rédacteur en chef : M. Serge DARRINÉ. Ont collaboré à ce numéro : M. Jean-Samy AZIZ, M. Georges BOURDALLÉ, Mme Sophie BOURREL, M. Serge DARRINÉ, Mme Dominique FRANCOZ, M. Dominique LADIRAY, M. Jacques MAGNIEZ, Mme Constance TORELLI.

La division Appui technique international de l'Insee, c'est : Mme Dominique FRANCOZ, cheffe de division ; M. Georges BOURDALLÉ, Maghreb et bassin méditerranéen ; M. Serge DARRINÉ, Europe et Asie ; Mme Constance TORELLI, Afrique subsaharienne et Caraïbes ; M. Jean-Samy AZIZ, expert en comptabilité nationale et outil Eretes ; Mme Sophie BOURREL, experte en comptabilité nationale et outil Eretes.